****

1. **Préambule**

Dans sa contribution à la mission nationale handicap, le Défenseur des Droits rappelle que « le droit fondamental de tout enfant, y compris les enfants en situation de handicap, aux loisirs s’inscrit dans le respect des engagements internationaux relatifs aux droits de l’Homme pris par la France, notamment la Convention relative aux droits de l’enfant (CIDE) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH). Ce droit est également consacré à l’échelon national, par le préambule de la Constitution. Refuser l’accès d’un enfant aux activités de loisirs en raison de son handicap peut être constitutif d’une discrimination ».

La branche Famille souhaite que la période 2018-2022 marque une nette avancée dans la prise en compte du handicap. Elle s’engage à une amélioration de ses modes de financement par la création d’une bonification spécifique pour les EAJE qui accueillent des enfants porteurs de handicap, et ce sans conditionner ce bonus aux ressources des parents de l’enfant accueilli. Au-delà, et dans le Préambule Convention D’Objectifs et De Gestion entre l’Etat et la CNAF souci permanent d’adapter son intervention, elle poursuivra le renforcement de ses coopérations avec tous les acteurs investis dans les politiques de l’autonomie : associations, gestionnaires d’établissements accueillant des enfants porteurs de handicap, maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou maisons départementales de l’autonomie (MDA), services et agences de l’état, organismes de protection sociale.

La prise en compte du handicap dans l’ensemble des politiques publiques portées par la branche Famille constitue une priorité.

Dans la continuité du développement de son offre de service, et afin de favoriser l’inclusion des enfants, des adolescents et jeunes adultes porteurs de handicap, la Caf des Yvelines a fait le choix de lancer un appel à projets innovants pour 2022.

Cet appel à projets a pour objectif d’accompagner les partenaires intervenant dans l’accompagnement des familles confrontées à une situation de handicap, dans une logique globale d’intervention (accompagnement à 360°), et de valoriser les synergies d’acteurs en direction des familles.

****

Cet appel à projets s'inscrit dans :

* Les orientations stratégiques de la COG 2018-2022 de la Branche Famille
* Le Schéma départemental des services aux familles et de l’animation de la vie sociale, 2021-2023
* Les conventions territoriales globales signées entre la Caf et les communes
1. **Les structures éligibles**
* Les collectivités territoriales et associations loi 1901.
* Les structures de droits communs (accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) déclarés auprès du SDJES).
* Les acteurs de la société civile impliqués pour construire, avec les personnes en situation de handicap et leurs aidants, des solutions d’accompagnement adapté

*NB : une priorité sera donnée aux projets n’ayant pas déjà reçu une subvention au titre du Fonds publics et territoire 2022*.

1. **Public-cible**
* Les familles ayant des enfants, jeunes adultes et adultes porteurs de handicap
* Les professionnels accueillant ou accompagnant des enfants, jeunes adultes et adultes porteurs de handicap.
1. **Les types de projets éligibles (possibilité de répondre aux deux volets)**

**1er volet : Accompagner les partenaires dans la promotion des dispositifs visant à rendre visibles les actions en faveur de l'inclusion des personnes handicapées et soutenir la coordination des acteurs sur un territoire*.***

* Projets permettant le repérage des structures existantes sur la thématique du handicap, permettre aux familles et aux professionnels de connaitre les structures ou services locaux disponibles en fonction d’un besoin repéré.
* Fonctionnement de type pôle ou centre ressource handicap. Ces pôles informent et accompagnent les parents jusqu’à l’effectivité de la réponse d’accueil et participent ainsi à la prise en charge précoce des enfants. Ils apportent un soutien aux professionnels sous forme d’actions de sensibilisation et d’appui lors de l’accueil de l’enfant. Ils favorisent la mise en réseau des acteurs et l’émergence d’actions au sein d’un territoire. Par exemple :
	+ - Projet de coordination partenariale dans le cadre du handicap
		- Projet de diagnostic et ingénierie local sur la thématique du handicap

**2ème volet : Soutenir les projets, valoriser les actions innovantes mises en œuvre par les partenaires locaux à différentes échelles (communale, bassin de vie, départementale) en direction des familles.**

**Types de projets éligibles :**

* Projets d’accompagnement et de soutien aux familles : projets à caractère innovant, répit parental/aidants, accès la culture, au sport, à la musique et actions permettant le vivre ensemble.
* Renforcement ou mise à disposition de personnel accueillant
* Formations à destination des professionnels accueillants
* Acquisition de matériel permettant un meilleur accompagnement de personnes porteuses de handicap
1. **Modalités de calcul de l’aide de la Caf par type de projet**

Le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut excéder 80 % du coût Total annuel de fonctionnement d’une structure ou d’un service.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type de projet** | **Actions** | **Montant de l’aide** |
| **1er volet** | Actions d'identification, de diagnostic, de repérage et recensement des structures ou services locaux sur le champ du handicap | Montant du financement laissé à l’appréciation de la CAF |
| Coordination des acteurs dans le champ du handicap, permettant un accompagnement global des familles dans le cadre d’un pôle ressource. | 15 000 € |
| Action de diagnostic ou ingénierie de projet sur le champ du handicap  | 7 000 € |
| **2ème volet** | Accompagnement et soutien aux familles : projets à caractère innovant, répit parental/aidants, accès la culture, au sport, à la musique et actions permettant le vivre ensemble. | Montant du financement laissé à l’appréciation de la CAF (dans la limite de 20 000 €) |
| Renforcement ou mise à disposition de personnel accueillant[[1]](#footnote-2) | 10 000 € pour 1 ETP 15 000 € si plus d’1 ETP  |
| Formation à destination des professionnels en relation avec le public[[2]](#footnote-3)  | 2 000 € par an pour la formation (hors CNFPT)3 000 € par an pour la supervision des professionnels |
| Acquisition de matériel permettant un meilleur accompagnement de personnes porteuses de handicap  | Dans la limite de 10 000 € |

**IMPORTANT**

**L’aide de la Caf dans le cadre de cet appel à projet pourra se cumuler avec d’autres financements partenariaux (MSA, Conseil départemental…)**

**Toute décision quant à l’octroi du financement sera prise en tenant compte de l’enveloppe budgétaire sur les fonds locaux et nationaux de la Caf des Yvelines.**

**Un même service ne peut pas cumuler des financements issus du fonds national d’action sociale (Fnas) et du fonds national des prestations familiales (Fnpf dont accompagnement via CMG PAJE).**

**Ainsi, les structures MC Paje ne sont pas éligibles à cet appel à projet.**

DOSSIER DE DEMANDE

|  |
| --- |
| **Présentation du porteur de l’action** |
| Identité du porteur de l’action |  |
| Statut juridique |  |
| Adresse du siège social |  |
| Numéro SIRET |  |

**Territoire « Politique de la ville »**

[ ]  Oui [ ]  Non

**Je, soussigné (e), M \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_en qualité de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sollicite une aide financière à la caf des Yvelines pour un montant de   \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ €**

Déclare avoir souscrit au Contrat d’Engagement Républicain et respecter son contenu (décret en date du 31 décembre 2021 approuvant le Contrat d’engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d’agrément de l’Etat). Je déclare reconnaître que tout manquement observé à ce titre est de nature à justifier le retrait de tout ou partie de la subvention qui me serait accordée[[3]](#footnote-4).

 **A …... Le ……………………….**

**Cachet et signature du porteur**

|  |
| --- |
| **Identification du représentant légal** |
| Nom, Prénom |  |
| Fonction |  |
| Coordonnées(adresse postale, téléphone, courriel) |  |

|  |
| --- |
| **Identification du référent de l’action** |
| Nom, Prénom |  |
| Fonction |  |
| Coordonnées(adresse postale, téléphone, courriel) |  |

|  |
| --- |
| **Description synthétique de l’action** |
| Type d’équipement support (ALSH, centre social, autre…) |  |
| Nom du projet |  |
| Description synthétique |  |
| Public visé (caractéristique et nombre) |  |
| Date prévisionnelle de réalisation de l’action |  |

|  |
| --- |
| **Description détaillée de l’action** |
| Un diagnostic partagé avec les acteurs du territoire est un préalable à la mise en œuvre de votre action  |
| Etat des lieux et diagnostic * *Caractéristiques du territoire d’intervention*
* *Offre existante dans le champ de l’action*
* *Besoins repérés*
* *Méthode*
* *Recueil de données statistiques*
* *Consultation*
* *Identification des partenaires associés*
* *Noms*
* *Champ d’activité*
 |  |
| Objectifs de l’action : [ ]  Identification, diagnostic, repérage et recensement des structures ou services locaux sur le champ du handicap[ ]  Information, accompagnement des parents et des professionnels (pôle ressource handicap)[ ]  Coordination des acteurs dans le champ du handicap, permettant un accompagnement global des familles[ ]  Renforcement ou mise à disposition de personnel en relation avec le public[ ]  Formation des professionnels en relation avec le public[ ]  Acquisition de matériel [ ]  Action innovante : …………………………………………………………………………………[ ]  Autre(s) : …………………………………………………………………………………………… |
| Détail de l’action * *Etapes de développement*
* *Calendrier prévisionnel de mise en œuvre*
 |  |
| Moyens mobilisés * *Ressources humaines*
* *Lieu*
* *Matériels*
 |  |
| Implication des parents* *Degré d’implication*
* *Participation à l’élaboration du projet*
* *Participation à la mise en œuvre de l’action*
 |  |
| Partenariat mobilisé* *Identification des partenaires associés*
* *Noms*
* *Champ d’activité*
 |  |
| Pilotage et évaluation de l’action* *Instances mises en place*
* *Critères d’évaluation*
* *Nombre de participants*
* *Changement opéré sur les acteurs*
 |  |
| Résultats attendus |  |

**Rappel** : Le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut excéder 80 % du coût total annuel de fonctionnement d’une structure ou d’un service.

L’ensemble des recettes (financements octroyés par la branche Famille intégrant le complément « publics et territoires », les participations familiales et les autres subventions), ne peut excéder 100 % du coût annuel de fonctionnement de l’action.

|  |
| --- |
| Plan de financement prévisionnelFonctionnement |
| **DEPENSES**  | **RECETTES** |
| 60 Achat  | € | 7061 Participations usagers | € |
| 6061 Fourn non stockable eau énergie | € | 70882 Recettes en atténuation | € |
| 6063 Fourn entretien et petit équipt | € | 741 Etat | € |
| 6064 Fourn administrative éducative | € | 742 Région | € |
| 60680 Autres matières et fournitures | € | 743 Département | € |
| 61 Services extérieurs  | € | 744 Commune | € |
| 62 Autres services extérieurs | € | 746 Caf des Yvelines | € |
| 63 Impôts, taxes et versements | € | 748 Autres subventions | € |
| 64 Charges du personnel | € | 76 Produits financiers |  |
| 65 Divers (frais de siège) |  | 77 Produits exceptionnels | € |
| 66 Charges financières |  € |  |  |
| 67 Charges exceptionnelles |  € |  |  |
| 68 Dotations  |  € |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | € |  | € |
|  |  |  |  |
| **TOTAL**  | **€** | **TOTAL**  | **€** |

**A …... Le ……………………….**

**Cachet et signature du porteur**

|  |
| --- |
| Plan de financement prévisionnelInvestissement |
| **DEPENSES**  | **RECETTES** |
| 2131 Construction Bâtiments  | € | 1311 Subvention Etat | € |
| 2135 Construction Installation | € | 1312 Subvention Conseil régional | € |
| 2138 Construction Infrastructure | € | 1313 Subvention Conseil général  | € |
|  | € | 1314 Subvention Commune | € |
| 21545 Matériel Animation | € |  1315 Subvention Collectivité publique | € |
| 2181 Agencement aménagement | € | 1316 Subvention Entreprise publique | € |
| 2182 Matériel de transport | € | 1317 Subvention Entreprise privée | € |
| 21833 Matériel informatique | € | 1318 Autres Subventions | € |
| 2184 Mobilier | € |  |  |
|  |  | 13184 Subvention Caf | € |
|  |  | 13185 Subvention Cnaf | € |
|  |  |  |  |
|  |  | 1000 Apport personnel | € |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| T.V.A. | € | Récupération T.V.A. | € |
|  |  |  |  |
| **TOTAL H.T.** | **€** | **TOTAL H.T** | **€** |
| **TOTAL T.T.C.**  | **€** | **TOTAL T.T.C.**  | **€** |

**A …... Le ……………………….**

**Cachet et signature du porteur**

**Le dossier est à transmettre par voie dématérialisée à l’adresse mail suivante :**

**appelaprojet.cafyvelines@caf.cnafmail.fr**

**Au plus tard le 30 juin 2022**

N’hésitez pas à contacter le Chargé de conseil et développement de votre territoire **avant** l’envoi de votre dossier

1. Cumulable avec le Fonds publics et territoire 2022 [↑](#footnote-ref-2)
2. Idem [↑](#footnote-ref-3)
3. Uniquement pour les porteurs associatifs, en application depuis le 02 janvier 2022. [↑](#footnote-ref-4)